Tout va bien
Le journal qui réinvente demain

Revue participative de solutions

№ 26
JUILLET
2022

PRIX LIBRE

HORS-SÉRIE - BIEN VIVRE

Retour sur le Forum International pour le Bien Vivre

Indicateurs alternatifs de richesse
La théorie du donut
U buntu et buen vivir
Bonheur national brut

Journal associatif et sans publicité déposé au dépot légal de la Bnf. Achevé d'imprimer en juillet 2022 à Synergie Copy, Villeurbanne.
Ne pas jeter sur la voie publique - Numéro ISSN : 2495 - 9847 - Numéro CPPAP : 0624 G 93965.

Le Tout Va Bien

Le magazine TVB est l'un des outils de l'association Tout Va Bien qui a pour objet social la diffusion de solutions et de connaissances à impact positif sur l'environnement, la société et le vivre-ensemble.

Inspiré du journalisme de solutions, TVB a créé en 2016 le principe de l'initiative au kilomètre. En relayant les démarches inspirantes d'acteurs locaux, de manière participative avec tous les citoyens, l'association espère stimuler les envies d'agir à côté de chez soi. Nous partageons également des intiatives inspirantes venues d'ailleurs et des avis d'experts permettant de comprendre les enjeux.

L'association développe également des actions socio-culturelles d'éducation populaire, essentiellement autour de l'éducation aux médias. Nos actions permettent souvent d'apprendre en faisant, de découvrir des outils pour créer et vérifier l'information.

Édito

TVB a participé au Forum International pour le Bien Vivre qui se tenait du 29 juin au 1er juillet 2022 à l'Université Grenoble Alpes. De ces rencontres internationales, nous avons essayé d'extraire des interviews et solutions pour faire progresser nos sociétés vers le mieux-vivre. En changeant d'indicateurs de développement, en pensant notre société de manière transversale, éthique, unie, consciente des enjeux tant sociaux qu'environnementaux, les acteurs de ce Forum donnaient un cap vers le bien vivre et redonnait du souffle à l'engagement de tous. Car quoi de plus stimulant que de chercher à vivre au mieux. Nous vous en ramenons quelques idées et témoignages que l'on vous souhaite inspirants. Belle lecture.

Laurianne Ploix

SOMMAIRE

3 Cap sur le bien vivre

4 Le Carrefour des indicateurs

5 Jean Paul Sagadou le U buntu

6 Les solutions à mettre en place

7 Vivian Labrie : « Il faut un plancher social et un plafond à l'enrichissement »

8 Le Centre National du Bonheur National Brut

9 Juan Pablo Gutierrez, la voix des autochtones

10 Pegah Soulana, porte-parole de la génération climat

11 L'Assemblée internationale des jeunes

12 à 15 Retour sur le Forum International pour le Bien Vivre

NOS FORMULES D'ABONNEMENT

RDV sur **toutvabienlejournal.org**

PDF — 35 €
Tvb en pdf
+ articles en ligne

PAPIER — 55 €
Tvb par La poste
+ articles en ligne

PDF + PAPIER — 60 €
Tvb en pdf et par La poste
+ articles en ligne

MEMBRE ENGAGÉ — 80 €
Tvb au choix + réductions sur nos événements

Tout Va Bien, le journal qui réinvente demain
Association loi 1901
Ligue de l'enseignement
20, rue François Garcin
69003 Lyon
contact@toutvabienlejournal.org

Directrion de Publication
Laurianne Ploix

Secrétariat de rédaction
TVB

Comité de rédaction
Raphaëlle Vivent
Elodie Horn
Marie Albessard
Laurianne Ploix

Mise en page
Laurianne Ploix

Photographies
TVB, reproduction non autorisée

Hors-série avec le soutien financier
du comité de pilotage du Forum International du Bien Vivre

Plus d'infos sur :
Http://toutvabienlejournal.org

Cap sur le bien vivre

Le Forum international pour le Bien Vivre 2022 proposait de repenser les modèles de développement économique en proposant de nouvelles bous--soles pour faire émerger une société juste socialement, et soutenable écologiquement.

Porté par le CCFD-Terre Solidaire, Grenoble-Alpes Métropole, la Ville de Grenoble, l'Université Grenoble Alpes, la Chaire de recherche Paix Économique de Grenoble Ecole de Management, et le collectif FAIR, le Forum tentait de relever 3 défis. Le premier consistait à donner des clés pour construire une société « riche pour tout le monde et riche de tout son monde » afin de lutter contre les inégalités et construire « un plancher social ». Le second visait lui à proposer un changement de modèle permettant de réduire notre empreinte carbone et préserver « un plafond environnemental ». Enfin, le troisième souhaitait relever le défi politique et démocratique de « tenir ensemble le cap du bien vivre » en proposant d'intégrer des indicateurs du bien vivre dans les différents outils de mesure ou de prise de décisions politiques, économiques et personnelles.

Le PIB, un indicateur dépassé ?

Il s'agissait de la deuxième édition de ce forum qui s'était tenu pour la première fois en 2018. Inscrit dans le cadre de l'année Grenoble Capitale Verte de l'Europe 2022, il visait à proposer des indicateurs de richesse alternatifs au fameux Produit Intérieur Brut (PIB) qui, depuis les années 1930 et la Grande Dépression aux États-Unis, sert d'indicateur de développement économique à la majorité des pays du globe. Or, depuis une trentaine d'années, des indicateurs alternatifs de mesure de la richesse se développent pour contrer les limites du PIB, qui n'inclut pas suffisamment les nuisances, et y intégrer des valeurs comme le bien-être ou la qualité de vie dans les critères de calcul. À l'heure où la science se pense de plus en plus de manière transversale, interdépendante et complexe, un colloque scientifique ainsi qu'un forum citoyen et participatif permettaient de questionner les anciens et nouveaux indicateurs de richesse.

De nouveaux indicateurs de richesses incluant le bien vivre

À l'instar du Bonheur National Brut (BNB), indicateur mis en place au Bhoutan qui repose sur 4 critères : la croissance et le développement économique ; la conservation et la promotion de la culture ; la sauvegarde de l'environnement et l'utilisation durable des ressources ; et une bonne gouvernance responsable ; de nombreux nouveaux indicateurs de développement naissent ces dernières années.

L'un des plus populaires, inspiré par Kate Raworth, s'appelle la théorie du donut. Il vise à définir le bien vivre contenu entre un plafond environnemental à ne pas dépasser (le cercle supérieur du donut) et un plancher social au-dessous duquel aucun être humain ne devrait se trouver (le cercle inférieur du donut). Car pour elle, « le défi de l'humanité au 21e siècle est de répondre aux besoins de tous dans la limite des moyens de la planète. En d'autres termes, veiller à ce que personne ne manque des éléments essentiels à la vie (de nourriture, logement, soins de santé, éducation, voix politique, etc.), tout en veillant à ce que, collectivement, nous ne dépassions pas notre pression sur les systèmes vitaux de la Terre, dont nous dépendons fondamentalement ».

En 2016, la chercheuse Fiona Ottaviani donnait à Grenoble son indicateur, l'IBEST, pour Indicateurs d'un Bien-Être Soutenable et Territorialisé dans l'agglomération grenobloise. Il se place dans le double champ de la recherche et de l'appui aux politiques publiques.

3 jours de Forum pour avancer ensemble, le mot des organisateurs

Lors de l'ouverture du Forum, Sylvie Bukhari-de-Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire, rappelait la nécessité de lutter contre les causes structurelles de la pauvreté et des inégalités pour co-construire des sociétés plus respectueuses des peuples et de la planète. Antoine Back, adjoint au Maire de Grenoble évoquait une comptabilité socio-environnementale permettant d'espérer un monde désirable en 2030 et invitait à transformer l'expression « No future » en « nos futurs ». Mélina Herenger, Vice-présidente à la Métropole de Grenoble attendait des clés afin de rendre le bien-être accessible à tous. Lise Fortin, de Youth Environnement Europe soulignait l'importance de faire se rencontrer des jeunes européens, qu'ils se mobilisent et échangent sur ces sujets et fassent entendre leurs voix, notamment auprès des instances européennes. Enfin, Dominique Steiler, de la Chaire Paix Economique de Grenoble Ecole Management, rappelait que « si la guerre démarre dans l'esprit des Hommes, c'est là aussi qu'il faut l'éradiquer » et proposait 4 axes d'actions : l'éducation (sans compétition), la recherche (académique et d'action), l'engagement de la société civile et son intégration dans le vivant, et enfin l'évolution des entreprises qui devront passer du mode exploitation au mode collaboration, tout en imposant d'autres conditions de réussite que l'unique recherche de profits. Des idées que l'on peut retrouver dans le manifeste rédigé à l'issue du forum et qui est consultable sur capbienvivre.org/le-manifeste.

Laurianne Ploix

De gauche à droite : Dominique Steiler, Antoine Back, Mélina Herenger, Sylvie Bukhari-de-Pontual et Lise Fortin. © L. Ploix

Le Forum se tenait sur 3 jours et proposait 6 plénières, ainsi que des tables rondes et des ateliers issus d'un appel à contribution lancé avant le forum. © FIBV

Le Carrefour des nouveaux indicateurs

Jeudi 30 juin au matin, le hall du bâtiment Stendhal de l'Université de Grenoble s'est transformé en lieu de *speed-meeting*, entre les représentants de 16 nouveaux indicateurs et les participants du Forum. De joyeux échanges pour découvrir les nouvelles boussoles, leurs usages et intentions.

La plupart des indicateurs semblent s'inscrire dans une démarche territoriale. Certains reprennent la théorie du Donut, comme c'est le cas à Genève ou dans la Région de Bruxelles-Capitale, où des représentations sous forme de donut ont été faites pour concilier enjeux sociaux et environnementaux. L'IBEST de Grenoble se compose lui de 8 dimensions dont notamment le lien social et le bien-être. Le Bonheur National Brut (BNB) et le Bonheur Réunionnais Brut (BRB) s'inspirent tous deux de la démarche initiée au Bhoutan dans les années 1980. La Région des Hauts de France s'est elle inspirée du rapport Stiglitz : la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (France 2008/2009), critiquée par le collectif Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) pour son approche monétaire mais saluée pour l'introduction de mesures de bien être dans les indicateurs. Les Hauts de France ont ainsi réalisé des déclinaisons territoriales de l'Indice de Développement Humain (IDH) ou de l'Indice de Santé Sociale (ISS), habituellement utilisés à l'échelle internationale et plus complets que le PIB. Un référentiel de bien-être territorial a d'ailleurs était co-construit, avec les habitants, au sein de la Métropole européenne de Lille. La Région Occitanie s'est elle aussi lancée dans une démarche d'évaluation du bien-être, notamment dans son Pacte Vert Régional.

Des indicateurs globaux

Le SPIRAL (Societal Progress Indicators for the Responsability of All) est une méthodologie née sous l'impulsion du Conseil de l'Europe et co-construite avec les territoires afin d'élaborer conjointement des indicateurs de progrès social. Elle s'adapte tant à une échelle locale que globale.

Le SPI (Social Progress Index) est un outil de mesure du bien-être social qui se base sur 3 catégories d'indicateurs : les besoins humains élémentaires (l'accès à l'alimentation, à l'eau, à la santé, à l'énergie, à l'hygiène et la sécurité), les fondements du bien-être (l'accès à l'éducation, aux savoirs, l'égalité des sexes, l'espérance de vie, les moyens de communication, la qualité de l'air et de l'environnement de vie) et enfin les opportunités (accès aux droits et à la justice, liberté de la presse et d'expression, liberté politique et de religion, taux de chômage et de mariages forcés, droits LGBT, inclusivité et éducation supérieure). Dans ce classement, la France se trouve en 19e position sur 168 pays mesurés.

Des indicateurs spécifiques

D'autres indicateurs plus spécifiques permettent d'évaluer le bien-être des habitants comme le Baromètre des transitions qui se concrétise sous forme d'enquêtes réalisées régulièrement pour « prendre le pouls » d'un territoire et mieux agir. Tout comme l'Inventaire systémique de la qualité de vie territoriale (ISQVT) qui nous vient du Canada et mesure la satisfaction à l'égard de 11 axes de qualité de vie, dont la démocratie participative. Ou le DémoMètre qui mesure la qualité de la démocratie locale dans toutes ses dimensions (représentation, transparence, coopération, etc.).

Enfin, l'indicateur sobriétéfficacité mêle pensée économique et transition énergétique. La Boussole de la durabilité alimentaire analyse l'impact des projets alimentaires et l'indicateur de capacité relationnelle permet de mesurer la contribution sociale dans les écolieux.

Laurianne Ploix

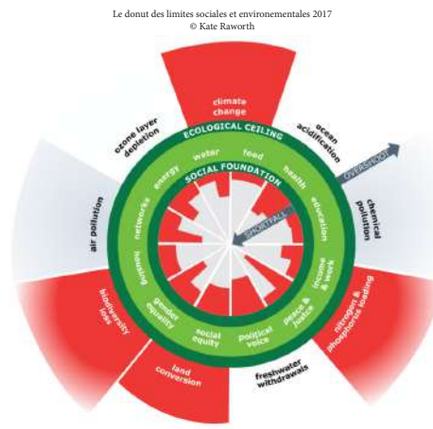
Carrefour des indicateurs au Forum International du Bien Vivre - Université de Grenoble juin 2022 © L.Ploix

© L.Ploix

© L.Ploix

Le bonheur national brut en France
© Centre France BNB

Le donut des limites sociales et environementales 2017
© Kate Raworth



Jean-Paul Sagadou et le Ubuntu

Prêtre de nationalité burkinabè, Jean-Paul Sagadou a enseigné la philosophie et la théologie dans plusieurs lieux de formation en Afrique (Togo et Burkina-Faso) et travaille aujourd'hui comme journaliste en Côte d'Ivoire. Il milite depuis plusieurs année pour une Afrique de l'Ubuntu et la construction d'un monde de « l'en-commun ».

© JP Sagadou

TVB : Qu'est-ce que pour vous l'Ubuntu et le bien vivre ?

JPS : Issu de langues bantoues du sud de l'Afrique, le mot « Ubuntu » désigne une notion proche des concepts d'humanité et de fraternité. On le traduit généralement par : « Je suis, parce que nous sommes et nous sommes parce que je suis » ou encore « Une personne n'est personne qu'à travers d'autres personnes ». Tout récemment, le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne a indiqué que l'Ubuntu signifie : « devenir humain ensemble, l'un avec l'autre et dans la réciprocité ». Pour moi, l'Ubuntu est une « ressource » - mot que j'emprunte au philosophe François Jullien - c'est-à-dire un potentiel, à la disposition de tous, qu'il faut explorer, exploiter et développer pour penser les questions qui préoccupent notre monde : le bien commun, la relation à soi, aux autres et au monde, le vivre-ensemble, le bien vivre. Le propre du bien-vivre est de servir l'épanouissement personnel, la qualité des relations et la qualité d'une vie où la convivialité, le partage, la sympathie, l'empathie, la compassion, la serviabilité, le respect, l'attention, la confiance tiennent une place majeure. Et c'est cela qu'enseigne l'Ubuntu. Politique du bien-vivre, l'Ubuntu se confond avec l'épanouissement dans la relation avec l'autre et avec le monde. Il peut faire reculer l'égoïsme en suscitant de vraies solidarités entre les hommes. En déclarant, « je suis parce que nous sommes », la philosophie de l'Ubuntu reconnaît non seulement la diversité mais surtout la complémentarité de l'humanité. C'est une base solide pour construire une société d'équité, de solidarité, de fraternité et de promotion de l'excellence collective.

TVB : Comment le mettez-vous en œuvre au Burkina-Faso et ailleurs ?

JPS : J'ai parlé de l'Ubuntu comme d'une politique du bien-vivre. De cette politique découle toute une série de valeurs éthiques qui constituent des « ressources » que j'explore, avec la jeunesse africaine, depuis plusieurs années : l'ouverture et la disponibilité aux autres, l'empathie, le respect, l'attention et le partage mutuels, la coopération, la communication, la tolérance, la patience, la générosité, l'hospitalité, l'intégrité, la dignité, la communion avec la totalité de la vie et du cosmos. En 2009, j'ai lancé les Voyages d'Intégration Africaine (V.I.A.) et le Réseau de Jeunes pour l'Intégration Africaine (R.J.I.A) . L'objectif était de développer une philosophie de l'intégration africaine fondée sur une éthique du décentrement de soi, du dépassement de soi vers les autres et de la réconciliation de soi avec l'autre. En mai 2020, provoqué par la pandémie du Covid-19, j'ai lancé les Ateliers Ubuntu (A.T.U), un espace digital convivial de formation et d'information sur les questions africaines en rapport avec le reste du monde. Ubuntu ravive l'idée selon laquelle le développement de l'Afrique passe par son unité. Il s'est complétement agrégé à notre quête commune d'un monde meilleur. Ce faisant, il permet de développer un plus grand sens de la responsabilité nationale et internationale et donc de dépasser « l'instinct de tribu » qui menace notre monde. L'Afrique est composée de nations fragiles qui ont besoin de « récits unificateurs ». J'essaie de mettre Ubuntu au service de cette quête d'unité. Je pense fondamentalement que pour construire une Afrique réconciliée, nourrie par le dialogue pacifique de ses identités multiples, il nous faut donner aux jeunes l'occasion de la rencontre, du dialogue, de l'échange. C'est que nous faisons avec les Voyages d'Intégration Africaine.

TVB : Comment mesurer et favoriser l'épanouissement et le développement d'un peuple, selon vous, et particulièrement sur le continent africain ?

JPS : En Afrique comme en Europe, nous ne pouvons plus continuer à utiliser des critères classiques de mesure de développement de nos peuples. Sociologues et économistes nous disent qu'il faut valoriser d'autres concepts, au-delà des biens matériels et en dehors du PIB. L'économiste Felwine Sarr appelle à définir des indicateurs plus adaptés aux réalités sociales du continent africain, capables de prendre en compte le bien-être, qui ne repose pas toujours sur des données matérielles. De fait, il faut alors affirmer que l'épanouissement n'est pas une affaire de fortune, mais qu'il réside aussi dans la manière de traiter les autres, de « faire monde », de créer du lien, de nous lier et de nous relier. Les pensées africaines, comme l'Ubuntu, enseignent que le moteur de l'histoire n'est pas forcément dans l'affrontement et dans la compétition, mais dans la collaboration et la coopération, dans l'interdépendance. Pour l'Afrique donc, je suggère de passer de l'économie néo-libérale à une économie de type Ubuntu

qui pousse à prendre en compte la qualité des relations que nous produisons entre individus, sociétés et avec le reste du Vivant. Une économie fondée sur la catégorie africaine de l'Ubuntu peut aider à repenser les finalités de l'économie et à mettre en route des formes d'économies fondées sur ce que certains appellent « l'économie relationnelle » et qui tient compte des concepts de solidarité, d'échange social, de don et de contre-don.

TVB : Au cours de vos actions, quelles solutions avez-vous vu fonctionner pour avancer vers un mieux vivre, tous ensemble ?

JPS : Entre 2009 et 2019, nous avons organisé 7 éditions des Voyages d'Intégration Africaine (V.I.A) dans 7 pays différents. A chaque Voyage, 70 à 100 jeunes âgés entre 18 et 35 ans issus de plusieurs pays, de plusieurs villes, de plusieurs niveaux de formation et de plusieurs confessions religieuses, font l'expérience d'une vie commune, prennent le temps de se connaître, au-delà des préjugés et des a priori, et travaillent à élaborer ensemble une véritable culture de dialogue. En clair, les activités que nous organisons ont permis, au-delà de la pluralité des identités culturelles, la réalisation d'une solidarité politique transculturelle et transnationale. Vecteurs de concorde et de tolérance, les Voyages d'Intégration ont permis à de nombreux jeunes de nouer des liens entre jeunes africains et d'acquérir une conscience panafricaine au fil des visites, des rencontres et des ateliers. À notre manière, nous aurons ainsi contribué à préparer des citoyens qui construiront leur pays et le continent, au-delà des clivages ethniques, culturels, religieux, hérités ou non de l'époque coloniale. La notion d'Ubuntu continue d'animer, de manière fructueuse, l'ensemble de nos activités. Il reste que ce concept « n'est pas un cadeau du père Noël ni un paradis octroyé » comme le dit Joseph Ki-Zerbo. Il est l'objet d'une conquête. Le proverbe africain qui dit qu' « une seule main ne ramasse pas de la farine » atteste que les aventures collectives qui font sens et donnent du sens, sont des aventures Ubuntu.

Laurianne Ploix

Les solutions à mettre en place

Afin que l'ensemble des idées énoncées lors de ce forum ne restent pas lettres mortes, 4 ateliers proposaient de les transformer en actions. L'Atelier des futurs modérait l'échange « Comment prendre des décisions politiques compliquées et difficiles aujourd'hui au bénéfice de demain » à partir de témoignages d'élus. Manuèle Derolez, déléguée générale du CCFD-Terre Solidaire animait l'atelier « Comment faire du plaidoyer à différents niveaux, sur les sujets du forum ? », à partir du Manifeste du Forum, signé par les organisateurs et tous ceux qui s'y reconnaissent. Le Lab d'innovation La Piste organisait l'atelier « Comment construire ou renforcer des coopérations, des alliances à l'échelle des territoires ? ». Enfin, le comité de pilotage du forum distibuait la parole autour de l'atelier « Comment poursuivre le travail sur les indicateurs et faire vivre la communauté Cap Bien Vivre et le site ressource ? ».

Lors de l'atelier « comment prendre des décisions politiques compliquées et difficiles aujourd'hui au bénéfice de demain ? », différentes saynètes étaient proposées sous la forme de théâtre forum pour amener les participants au compromis.

Le théâtre forum pour débloquer une situation

Une commune est confrontée à un projet de piste cyclable porté par l'intercommunalité. La commune y est opposée, de même que les commerçants, qui subiront des pertes de places de stationnement. Cette situation pourrait se dérouler dans n'importe quelle commune en France. Elle est le point de départ d'une saynète de théâtre forum, une forme de théâtre interactif qui, par la mise en scène de situations problématiques, vise à faire émerger la réflexion et la parole.

Le public est consulté pour savoir ce qu'il pense de la situation et proposer des pistes sur la façon de la débloquer. *« Les personnes qui ne sont pas d'accord entre elles ne se sont jamais rencontrées ! »,* observe une participante. *« Il faudrait faire une concertation »,* avance un autre. Sans plus d'hésitations, la troupe invite cette personne du public à venir sur scène jouer le médiateur. Les acteurs de la scène improvisent des réactions aux solutions proposées par le médiateur-spectateur. La tension monte, puis une parole émerge, l'un reconnaît ses difficultés, le dialogue s'engage et… finalement un échange se fait.

Les mises en situation s'enchaînent et mettent en scène des communes dans différentes situations concernant les ressources en eau, la gestion des déchets… À chaque fois, le public s'interroge, intervient, suggère. Le but : se fédérer, trouver des solutions entre acteurs publics, privés et citoyens pour que la concertation serve au changement.

Lorsque le public propose une solution concrète de résolution d'une situation, il est amené à intervenir sur scène. Ici, un participant joue le rôle du médiateur pour apaiser un conflit entre des collectivités. © Marie Albessard

Concertations pour passer à l'action à l'atelier Faire plaidoyer © Raphaëlle Vivent

Les freins comportementaux et psychologiques qui empêchent de passer à l'action

L'atelier sur les freins comportementaux qui empêchent de passer à l'action et les leviers psychosociaux qui empêchent d'agir permettait de cibler et relever les facteurs d'influence qui peuvent bloquer. Ils existent à trois niveaux : le niveau individuel, cela peut être de l'ordre des croyances, des valeurs, des habitudes. Il y a ensuite le niveau social, les normes et identités de groupe, les goûts, les relations et les réseaux sociaux. Le dernier niveau est lui matériel et rassemble les outils, objets et autres infrastructures. Les freins peuvent aussi être des biais de rationalité, car c'est un processus coûteux de prendre des décisions, de porter des jugements et de traiter l'information, alors que les habitudes permettent d'agir vite. C'est pourquoi, au quotidien, on va avoir tendance à faire des conclusions hâtives et à rapidement catégoriser. Nous favorisons les choix qui nous épargnent des efforts. En avoir conscience va déjà permettre de faire un pas de côté et de plus facilement les questionner, pour pouvoir enfin passer à l'action.

Faire plaidoyer

Une des pistes d'action pour enclencher le changement se trouve également dans l'action de plaidoyer : aller convaincre et communiquer autour des diverses solutions recensées, auprès de différents acteurs de tous niveaux. L'atelier « Comment faire du plaidoyer à différents niveaux, sur les sujets du Forum ? », animé par Patrick Grimault et Manuèle Derolez de CCFD-Terre Solidaire permettait de mieux comprendre l'action de plaidoyer.

Les nombreux échanges et débats qui se sont tenus lors du Forum ont permis l'élaboration d'un manifeste, intitulé « Prendre le cap du bien vivre, compter ce qui compte ». L'objectif du Forum était qu'un maximum de personnes signent ce texte, qui invite ses signataires à trois actions : se doter d'outils, comme les indicateurs alternatifs, s'appuyer sur ce qui existe pour aller plus loin, et enfin, s'engager.

Après avoir posé ces bases, l'atelier proposait aux participants de se réunir en petit groupe pour réfléchir à comment partager et faire signer ce texte autour d'eux, au sein de leur territoire. Les différents groupes de travail visaient chacun un corps différent, comme les élus locaux, les parlementaires, les médias, le monde scolaire et le monde associatif. À la fin de ces temps d'échange, chaque groupe a partagé son plan d'action. Le groupe « parlementaires » a par exemple estimé qu'il était nécessaire de d'abord répertorier les élus, puis de faire ressortir des actions concrètes du manifeste, pour ensuite leur proposer lors de rendez-vous. Les différents groupes se sont engagés à rester en contact avec la plateforme Cap Bien Vivre, pour tenir ses membres informés de leurs avancées. En échange, le Cap Bien Vivre a promis de les accompagner et de créer à terme un espace de partage d'expérience. Demain se réinvente ensemble.

Comité redaction TVB

Vivian Labrie : « Il faut un plancher social et un plafond à l'enrichissement »

La Québecoise Vivian Labrie est chercheuse associée à l'IRIS, l'Institut de recherche et d'information socio-économique et membre de l'équipe de recherche Erasme. En 1998, elle a participé à la fondation du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Elle travaille depuis sur les questions de la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Vivian Labrie au Forum International pour le Bien Vivre de Grenoble 2022.
© R. Vivent

TVB : Comment définiriez-vous le bien vivre ?

Vivian Labrie : Pour moi, c'est une manière de vivre qui tient compte de toutes les personnes, qui tient compte de tous les êtres, il y a beaucoup ça dans la pensée du « buen vivir ». Ça a beaucoup de bon sens car ça veut dire qu'il est important que chacun, chacune, trouve sa place. Et qu'on se donne des règles de fonctionnement qui permettent cette harmonie-là. C'est peut être très complexe, mais j'ai aussi envie de dire que c'est le genre de mode de vie que l'on pourrait avoir si l'on a recours à l'intelligence du cœur.

TVB : Vous travaillez beaucoup sur les questions de la pauvreté et des inégalités. Comment faire, selon vous, pour tenir le cap d'une transition qui ne laisse personne sur le bord du chemin ?

VL : On voit aujourd'hui qu'il y a énormément de difficultés sociales et d'inégalités. J'ai tendance à utiliser une image. Les inégalités sont comme un escalator : les riches montent l'escalier, et les plus pauvres ne font que descendre. Pour combattre cela, il faut d'abord des institutions qui fassent le suivi et qui incluent dans leurs décisions des personnes qui vivent la pauvreté. Mais cette question concerne en fait toute la société. Il est donc essentiel, selon moi, de travailler avec tout le monde : il faut s'adresser aux plus pauvres mais aussi aux plus riches, pour trouver où l'on est bien ensemble, où l'on peut coexister.

TVB : Vous évoquez également la question du partage des richesses.

VL : Oui, il est essentiel de relier la réduction de la pauvreté à la réduction des inégalités de revenus et de ressources. Il faut définir un plancher social, qui assure aux personnes un minimum pour vivre. Tout le monde est d'accord pour cela, et c'est d'ailleurs mis en place dans divers endroits. Mais il faut également, et cela est moins évoqué, définir un plafond à l'enrichissement, pour les catégories de population les plus riches. Il faut ce plancher et ce plafond, et cela rappelle la théorie du Donut, dont on a beaucoup parlé lors du Forum. Cela veut peut-être dire qu'il y a quelque chose à creuser là-dedans, dans ces similitudes.

TVB : Des espaces comme le Forum international pour le Bien Vivre peuvent-ils, justement, permettre de faire avancer les choses ?

VL : Oui, je pense que ce genre d'évènement est important car je crois beaucoup à la solidarité, au fait de réfléchir ensemble depuis différentes perspectives, depuis différents lieux d'implication. À chaque fois que j'ai eu l'occasion de vivre cette expérience, je suis rentrée plus riche. Ça aide car on ramène des outils, on pense à de nouvelles formulations . Ces expériences enrichissent le travail qu'on peut faire et grâce à cela, on se sent moins isolé. Et parfois, les morceaux qu'on met chacun ensemble commencent à créer un bout de puzzle, alors on y voit plus clair. Ensemble, on avance et on définit des bases de travail et de progrès.

Raphaëlle Vivent

" Sans la boue, pas de lotus, alors arrosons les graines récoltées lors du forum ! Et demandons-nous, comme ce qui a été dit, qu'est-ce qui est suffisant ? "

Vivian Labrie,
militante

FORUM INTERNATIONAL POUR LE BIEN VIVRE

L'équipe BNB France
© E. Horn

Le Bonheur National Brut : « Prendre en compte le vivant et le placer en priorité »

Le Bhoutan est un pays de 740,000 habitants, situé dans l'est de la chaîne de l'Himalaya, connu pour son fameux indicateur de bonheur : le Bonheur National Brut (BNB). Cet indice permet au gouvernement du Bhoutan de mesurer le bonheur et le bien-être de la population du pays. Rencontre avec Cécile Travers, bénévole au sein du centre BNB France et Louisiana Teixeira, coordinatrice recherche d'un projet porté localement, le BRB : le Bonheur Réunionnais Brut.

TVB : Comment pourriez-vous définir le bonheur national brut (BNB) ?

Cécile Travers : C'est un modèle de développement holistique singulier qui prend en compte le vivant et le place en priorité. Les 4 valeurs qui sont nourries et évaluées sont la joie, la compassion, la bienveillance et la non-discrimination. Il est originaire du Bhoutan, mais nous avons adapté le cœur de cette philosophie à l'échelle européenne. On en retrouve des traces aussi dans les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. En France, la création de l'association date de 2016.

TVB : Comment le projet est-il mis en place concrètement à la Réunion ?

Louisiana Teixeira : À la Réunion, notre volonté est de co-construire une société qui vise à renforcer la résilience. Cela va améliorer les capacités individuelles et collectives pour renforcer les capacités à faire face à l'adversité. Le BRB ou le bonheur réunionnais brut est ce que l'on souhaite atteindre. Nous nous appuyons sur l'expérimentation au travers de quatre mondes : la recherche, l'économie, la société civile et les actions publiques.

TVB : Quel type d'expérimentation avez-vous mis en place à la Réunion?

Louisiana Teixeira : A chaque expérimentation, on fait entrer ces quatre mondes en jeu. Nous avons par exemple travaillé sur le lien avec les seniors dans la société. Pour renforcer leur bonheur, nous avons décidé de travailler sur la transmission. Nous avons créé une bibliothèque humaine. Un senior y était interrogé en compagnie d'un jeune. À travers une série de questions, ils étaient amenés à livrer leurs connaissances et savoir-faire, ce qu'ils n'étaient pas forcément en mesure de faire avant l'expérimentation. Cela leur a permis de réaliser qu'ils avaient des choses à partager. Les jeunes vont aussi avoir ce déclic, au contact des séniors, et comprendre qu'ils ont beaucoup de choses à apprendre en les fréquentant, ce qui va permettre de renforcer les liens intergénérationnels.

TVB : Comment calculez-vous l'efficacité du projet et donc du BRB?

Louisiane Teixeira : Suite à la création du BRB, nous avons créé un questionnaire très ciblé sur l'impact que le projet a eu sur les seniors. Nous étions accompagnés par un expert des projets en transition. Neuf domaines d'application et d'indicateurs du BRB ont émergé : le bien-être psychologique, la suffisance matérielle, l'éducation, la culture, la santé, l'utilisation du temps, la vitalité de la communauté, la bonne gouvernance, la résilience écologique. À terme, cela peut permettre de prendre des décisions en prenant en compte les indicateurs. C'est aussi un outil d'aide à la décision, à l'éducation ou encore à l'action.

TVB : Que faut-il retenir du BNB ?

Cécile Travers : Dans ce modèle, le changement commence par soi. Ce sont d'abord à celles et ceux qui portent le projet de mener le chemin d'abord par soi. C'est ensuite dans un cadre collectif, comme celui du BRB que peuvent être menés des expérimentations de plus grande ampleur.

Elodie Horn

Le *buen vivir* : la vision du développement des peuples autochtones

Juan Pablo Gutierrez est militant pour les droits des peuples autochtones. Il est le délégué international de l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC) et représentant du peuple autochtone Yukpa, auquel il appartient. Menacé pour ses engagements, il s'est exilé en France depuis quelques années.

TVB : Quelles sont les problématiques et difficultés des peuples autochtones colombiens ?

JPG : En Colombie, il y a 50 peuples autochtones, qui sont catalogués en « risque imminent d'extinction » par la Cour constitutionnelle colombienne depuis 2009, en raison de la guerre et du modèle de développement économique mondial. La Colombie est le second pays le plus riche en biodiversité au monde. Cette biodiversité se trouve en majorité dans les territoires des peuples autochtones. Ceux-ci représentent 3 % de la population colombienne et se battent contre le modèle de développement économique, le système néo-libéral et capitaliste mondial qui demande à la Colombie d'extraire ses ressources naturelles. Le charbon est exporté en Allemagne, le coltan sert à faire les appareils électroniques, même l'eau commence à être privatisée ! La pression sur les peuples autochtones se matérialise à travers la violence, avec des groupes armés paramilitaires. Face à la réponse négative des peuples de permettre l'exploitation des ressources sur leurs territoires, ces groupes déplacent les peuples par la force. Puis les entreprises viennent sur place pour constater l'absence de peuples sur le territoire et le gouvernement octroie l'autorisation de prélever les ressources.

TVB : Quels sont les leviers d'action pour protéger les peuples autochtones et encourager le bien vivre, de manière générale ?

JPG : Une grande solution c'est un changement systémique de la façon de vivre des pays développés, plongés dans une société de consommation infinie et qui se traduit inévitablement par la destruction des territoires ailleurs. Par exemple, l'Allemagne est dépendante du charbon, et ce charbon est en Colombie la source de déplacements des communautés, de massacres, d'enfants qui meurent de soif à cause des rivières déviées, etc. Les peuples autochtones représentent 4 % de la population mondiale, mais 80 % de la biodiversité de la planète se trouve sur leurs territoires. Il faut les protéger, les accompagner dans les luttes et changer de mode de vie car si eux disparaissent, la machine du soi-disant développement va conduire à la perte de la biodiversité. On peut aider les peuples autochtones en les reconnaissant, les écoutant et en s'en inspirant.

TVB : Vous intervenez dans un atelier qui présente une « autre vision du développement via le regard des peuples autochtones et sud-américains ». Quelle vision souhaitent-ils apporter ?

JPG : Je voudrais montrer l'importance de reconnaître qu'il y a d'autres types de développements. Ce que l'on a toujours considéré comme tel avec un regard moderne n'est qu'une interprétation de la réalité, devenue hégémonique. La crise écologique est une preuve irréfutable que cela a échoué. Il faut s'ouvrir à d'autres conceptions du développement, comme celle des peuples autochtones, qui résulte d'une autre façon d'interpréter la vie. Leur définition du développement est le « buen vivir » : la vision communautaire y est centrale, la relation entre l'homme et la nature y est harmonieuse. Elle pourrait être la clé pour sauver l'humanité.

Marie Albessard

Juan Pablo Gutierrez © M. Albessard

Pegah Moulana, porte parole de la génération climat

Pegah Moulana est une jeune militante climat de 25 ans, réfugiée iranienne au Royaume-Uni, elle a désormais la double nationalité et occupe le poste de coordinatrice du plaidoyer chez Youth and Environment Europe (YEE).

TVB : Quels sont pour vous les enjeux actuels pour un monde durable ?

PM : Personnellement, je vois les enjeux autour d'un monde durable comme un combat. Un combat contre l'éco-anxiété qui touche notre génération, un combat pour vivre et profiter de notre vie de la meilleure façon possible, en harmonie avec la nature, et en même temps pour les générations futures. Nous sommes en train de perdre ces combats. En tant que jeunes, nous avons de l'ambition, le dynamisme, la passion et cela alimente nos efforts pour protéger notre environnement. Les faits sont là si vous les cherchez, les gens en parlent, mais ce qui rend le changement climatique difficile à aborder peut être vu sous deux angles : la politique et le comportement. Le comportement est essentiel, car il façonne les demandes des consommateurs, l'exploitation de notre écosystème pour répondre à ces demandes, et en particulier notre comportement de consommation : la mode rapide, les moyens de subsistance dépendants du carburant et aussi notre marché du tourisme rapide. Nos choix politiques sont liés à nos comportements et à nos convictions, et malheureusement, si vous n'êtes pas conscient de l'environnement, il y a de fortes chances que vous ne donniez pas la priorité à ce sujet lors du choix de vos dirigeants. Et cela a un impact lorsque des décisions doivent être prises, qu'il s'agisse de sauver une rivière locale, de voter au parlement ou de la position de votre pays lors des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce que beaucoup oublient, c'est que ce problème ne peut être résolu de manière isolée et que nous avons besoin de tout le monde pour faire la différence.

TVB : Quelles sont les envies de la jeune génération que vous rencontrez ?

PM : Ce sujet est une épée à double tranchant, dans le sens où il a créé une forte harmonie entre les jeunes du monde entier, mais en même temps, il éloigne les jeunes de la possibilité de réaliser leurs ambitions et leurs droits. Les jeunes font entendre leur voix pour réclamer le changement et ils font part de leurs préoccupations de manière claire et cohérente. Ils descendent dans les rues chaque semaine pour exiger un changement de comportement, demandant des actions concrètes et souhaitant que les décisions soient prises maintenant. Si les décideurs prenaient le temps d'écouter les jeunes et mettaient leurs revendications environnementales au premier plan de leurs politiques, nous vivrions dans une réalité différente. En conséquence, les jeunes se sentent incroyablement anxieux à propos de leur présent et de leur avenir. Imaginez entendre tous les jours que la nature et son environnement sont dépréciés. Vous décidez alors de prendre des mesures pour y remédier et si cela ne mène à rien, imaginez à quel point cela peut-être épuisant. C'est l'expérience de la jeune génération d'aujourd'hui.

TVB : Quelles sont les solutions que nous pourrions mettre en place ?

PM : Il existe des solutions en tant que jeune, en tant que décideur, ou en tant que citoyen. Pour les citoyens, la première étape est d'écouter. Écouter ceux qui ont consacré leur vie à simplifier la complexité de ce domaine. Même si vous vous sentez déconnecté de cette cause, essayez d'en apprendre davantage et de vous faire votre opinion à ce sujet en étudiant les avis autour de vous. Déterminez quel rôle vous pouvez jouer pour faire face à cette crise. Vous pouvez participer activement aux démonstrations, ▸

aux campagnes, changer votre comportement de consommation au quotidien et réduire votre taux de gaspillage. Pour les décideurs : ne mettez pas les jeunes en valeur pour vos gains électoraux et pensez plutôt à un plan réalisable à long terme pour cibler et répondre de manière constructive aux demandes des jeunes. Il est important non seulement de leur donner l'occasion de vous parler, mais aussi de leur donner les moyens de s'approprier les changements qu'ils aimeraient voir. La décentralisation des pouvoirs est importante et les jeunes savent gérer une telle responsabilité, il suffit de les regarder dans la rue.

Enfin, les jeunes : continuez à vous battre pour votre cause, même si la perte d'une bataille électorale peut être lourde. N'oubliez jamais qu'il n'y a jamais assez d'apprentissage dans ce domaine. Soulevez d'autres militants, en particulier ceux des communautés marginalisées, ces jeunes qui ne sont pas encore engagés sur cette question, les jeunes non organisés, rassemblez-les et rendez votre campagne plus inclusive ! Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons faire face à cette crise et seulement à cette condition.

Laurianne Ploix

Assemblée internationale des jeunes

Cette assemblée fut préparée par les membres du réseau international Youth and Environment Europe (YEE), la plus grande coalition indépendante d'organisations de la jeunesse pour le climat en Europe. La rencontre, animée « par des jeunes, pour des jeunes », a rassemblé environ 150 jeunes de 12 à 25 ans, venant de 25 pays d'Europe, ainsi qu'une cinquantaine de collégiens et lycéens de la région.

Les jeunes ont identifié leurs leviers d'actions pour la construction d'un monde plus juste et plus soutenable. Certains d'entre eux ont présenté les projets mis en place dans leurs établissements, comme des indicateurs de bien-être, sur le modèle du Bonheur National Brut au Bhoutan, d'autres leurs implications dans le domaine des énergies renouvelables. Un temps de discussion par groupes a permis de poser ensemble la manière d'appréhender le changement climatique et la protection de l'environnement.

De ces échanges stimulants ressortent la nécessité d'une éducation à l'environnement, le développement d'actions de sensibilisation au plus grand nombre, mais aussi l'importance de laisser une plus grande place aux jeunes au sein des espaces de décision. C'est sur ce dernier point qu'ils ont pu débattre avec le Maire de Grenoble, Eric Piolle.

Inspirant, ce temps a illustré combien l'engagement citoyen n'a pas d'âge, ni de frontière. Du Congo Kinshasa où Emmanuel milite pour faire entendre la voix de jeunes engagés dans un réseau œuvrant pour la biodiversité, aux éco-délégués d'un collège de la région, ou à des étudiants des Grandes Ecoles, cette génération agit, témoigne, et pose des problématiques pour avancer. Se donner confiance, influer, rassembler, tel était leur état d'esprit.

Le retour des jeunes participants

« On parle souvent du changement climatique au futur. Non, c'est maintenant. Il faut créer le changement, interpeller les politiques, produire un effet boule de neige. », nous confie une jeune participante à la fin des temps de travail collectif. *« Le mouvement est devenu élitiste : il n'y a pas assez de formations à l'intersectionnalité et dans un mouvement qui se veut holistique, c'est un problème. Soutenir les groupes désavantagés ou marginalisés est essentiel. C'est tous ensemble, et par le dialogue, que nous y arriverons »,* poursuit Mahnoor Kam, âgé de 18 ans. Pour Bastien Cuq, étudiant : *« Les prises de conscience des plus jeunes sont rassurantes et inspirantes. On avance. Je suis moi-même engagé au sein du collectif étudiant « Pour un réveil écologique ». Soucieux d'intégrer les enjeux écologiques dans notre quotidien et nos métiers, nous développons des outils pour aider nos écoles et universités à mieux former sur ces questions et les jeunes diplômés à choisir un employeur engagé dans la transition. Cependant, qu'on décide ou non de travailler dans un grand groupe, d'agir de l'intérieur ou de l'extérieur, nous ne devons pas nous diviser »,* concluait le jeune homme.

Valérie Biral

Groupes de discussion lors de l'Assemblée des jeunes. © V. Biral

© V. Biral

Retour sur le Forum

Lors de ces 3 jours de Forum, de nombreuses idées ont été partagées pour aller vers le cap du bien vivre. Nous vous en partageons ici quelques extraits, non exhaustifs.

Retrouvez ci-dessous des extraits des gazettes journalières que TVB a réalisé à la fin de chaque journée du Forum. Citations extraites des plénières, résumés d'ateliers ou des temps conviviaux, revivez ici l'événement et ses enseignements. Un colloque scientifique se tenait en parallèle et un document de restitution est prévu par les organisateurs.

© L. Pleix

Eric Piolle, Maire de Grenoble, est venu saluer les participants à la fin de la plénière d'ouverture. © L.Pleix

Patrick Viveret

« Dans toutes les langues latines, le mot « Valeur » veut dire force de vie. Il faut remettre de la vie et de l'humain dans l'évaluation des valeurs. »

« Nous avons perdu notre capacité à vivre ensemble et ceci n'est pas un problème lié à la pauvreté. »

Alberto Acosta

Le forum s'est ouvert avec la plenière Tenir ensemble le cap d'une société juste et soutenable. Elle accueillait **Pegah Moulana**, coordinatrice du plaidoyer chez Youth and Environment Europe ; **Patrick Viveret**, philosophe français ; **Alberto Acosta,** économiste et personnalité engagée en Equateur et **Andrew Fanning**, membre de l'équipe de DEAL – Doughnuts Economics Action Lab.

Des collégiens et lycéens ont lancé les intervenants en leur posant des questions en plusieurs langues. Pegah Moulanah ouvrit la plénière en rappelant son engagement pour le climat des suites de son asthme développé à cause de la pollution de l'air. Ensuite, Andrew Fanning expliqua sa théorie du donut, où le cercle intérieur représente le plancher social et le cercle supérieur les limites environnementales. Le but étant que personne ne tombe dans le trou du donut, tout en respectant les limites de la planète, afin qu'il n'explose pas. Alberto Acosta enchaîna en rappelant que l'Equateur avait inscrit le buen vivir dans sa consitution en 2008 mais que peu de choses avait été faites depuis. Il soulignait que la nature est la base même de la vie et de la liberté ; et que cette liberté nous oblige à défendre les droits humains et de la nature. Patrick Viveret rappela ensuite que « Sapiens » pouvait aussi vouloir dire « sagesse » du latin *sapere* et non pas les excès qu'il réalise actuellement. Pegah conclut la plennière en invitant chacun à rencontrer chaque semaine 5 personnes d'univers différents pour ouvrir l'esprit et favoriser les échanges interculturels.

Maria Estela Barco Huerta

« La pandémie nous a montré à quel point la vie humaine est fragile. C'était peut-être une opportunité pour comprendre qu'il faut contribuer à la santé de la Terre Mère. »

Lors de la plénière de fin de journée, **Jean-Paul Sagadou**, du Burkina Faso, rappelait la définition de l'Ubuntu : « Je suis parce que nous sommes et nous sommes parce que je suis » et insistait sur la nécessité de faire humanité en fraternité. **Maria Estela Barco Huerta**, du Mexique, soulignait la nécessité de restaurer les biens communs, notamment ceux offerts par la nature. **Method Gundidza**, d'Afrique du Sud, soulignait la nécessité de transformer en action les belles volontés exprimées dans le bien-vivre.

Method Gundidza

« La solution se tient dans la façon dont on se met en relation et qu'on interargit. »

Sobriété subie ou sobriété choisie ? La plénière du deuxième soir questionnait le défi du changement des modes de consommation et de production, à l'heure où le dernier rapport du GIEC met en avant la sobriété comme un élément clé d'atténuation du changement climatique. Des experts et activistes ont présenté les conditions de passage à l'action, et des initiatives pour transformer les modes de consommation et de production. **Dasho Karma Ura** (en visio) – Directeur du Center for Bhutan Studies (CBS) au Bhoutan ; **Marine Arcaina**, activiste climat ; **Roger Folikoue**, enseignant chercheur de philosophie politique à l'université de Lomé, membre des Universités Sociales du Togo (UST) ; **Florence Drouet**, ingénieure au Campus de la transition ; **Fiona Ottaviani**, économiste à Grenoble Ecole Management, étaient présents.

Une première intervention de Fiona Ottaviani a permis de poser les bases d'une définition de la sobriété. « On retrouve deux composantes dans ce terme, celui de la réduction de la demande et de l'efficacité, de l'optimisation », a-t-elle précisé. Les débats entre les intervenants se sont ensuite succédés pour échanger autour de deux grandes questions : « faut-il choisir la sobriété et comment ne pas la subir ? » et « qui doit agir ? ». Roger Folikoue, enseignant chercheur de philosophie politique à l'université de Lomé (Togo), en a profité pour dérouler son concept de la « co-étance ». Le principe : plutôt que de parler de sobriété, il s'agirait que chacun prenne la communauté en considération et réfléchisse à ses actions à l'aune de son impact sur les autres.

Marine Arcaina

« L'intérêt de la sobriété choisie est qu'elle pourrait s'inscrire comme une anticipation et une réponse aux crises. »

Lise Fortin

« M'engager m'aura permis de trouver ma voie. »

Cécile Renouard

« Nous avons tous des portes d'entrée qui pourraient nous amener à établir des stratégies vraiment transformatrices. »

La volonté de cette édition 2022, en réponse à l'édition 2018, était de maintenir le lien et le partage de bonnes pratiques avec les invités de l'édition précédente (chercheurs, acteurs associatifs et politiques) en associant cette année les entreprises. L'une des 6 tables rondes proposées s'intitulait **La redirection écologique et sociale des entreprises** et accueillait Cécile Renouard du Campus de la transition, Maxime Tassin de Citiz Rhône-Alpes, Antoine Giret, indépendant. Romain Barrallon de Ouishare modérait la rencontre. Les échanges portaient sur le rôle des salariés et les enjeux autour du bilan carbonne, qui a été considéré à la fois comme limité, mais aussi comme une première approche permettant d'amener la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans l'entreprise. Ensuite, les personnes le souhaitant descendaient sur la scène pour poser directement des questions aux intervenants pour une discussion participative.
Elle faisait écho aux témoignages de Armand Blondeau et Anne Le Corre, co-fondateurs du Printemps écologique, qui , la veille, lors de l'événement **Ceux Qui Font Demain** (CQFD) pour la planète de la Fondation Terre Solidaire, avait témoigné de l'importance de maintenir des syndicats dans les entreprises, afin de définir ensemble des textes qui cadreront les pratiques de l'entreprise et feront loi. Ils étaient notamment accompagnés lors de ce CQFD par Aurélien Barrau, astrophysicien, Julien Vidal, auteur des 2030 Glorieuses et Lise Fortin de YEE.

© L.Ploix

Témoignages de participants

Célia

« Comme je travaille sur le campus, j'ai voulu venir par curiosité et essayer de m'imprégner de ces sujets. Je suis venue ce matin pour assister à la table ronde sur la déconstruction des rapports de domination. Ils détaillaient la différence entre les enjeux de pouvoir et les enjeux de domination. Il y a différentes façons de changer les choses : par la contrainte, le mimétisme et l'information. »

Véronique

« Je suis venue pour les trois jours de forum, j'étais particulièrement intéressée par les sujets de solidarité internationale, le Bonheur National Brut (BNB) et le lien entre développement économique et écologie. J'ai été agréablement suprise par la grande diveristé des intervenants. C'est très intéressant de voir que des intitiatives sont en marche un peu partout. »

Laurence

« J'ai fait la session complète. Je suis bénévole au CCFD-Terre solidaire de Bourgogne Franche-Comté. Je me suis surtout attachée à comprendre comment travailler avec les migrants et le lien entre écologie et pauvreté. La façon dont sont exprimées les choses, avec du cœur et du concret, m'interpellent. »

Justin

« Je suis allé à un atelier sur le rationnement et la justice sociale, sur les façons de faire pour réduire notre impact. J'ai trouvé ça très intéressant car il y avait des gens de partout en France et dans le monde, des points de vue différents et complémentaires. Ce Forum fait du bien pour prendre du recul, réfléchir, et envisager les choses sous un autre angle. »

© E. Horn

Atelier : Comment les jeunes devraient pouvoir changer le monde, sous le prisme des objectifs de développement durable (ODD) ?

Un des freins à l'engagement associatif des jeunes est la peur de ne pas y arriver ou de ne pas être à la hauteur. « C'est tout de même symptomatique de la pression que l'on met sur l'épaule de nos jeunes, il faut bien le garder à l'esprit », souligne une des bénévoles de Mindchangers. Beaucoup manquent aussi de temps ou se lassent, mais lorsqu'il s'agit d'un projet qui va leur parler, ils ne vont pas hésiter à s'investir, comme les bénévoles des Peuples solidaires des Monts du Lyonnais. En lien avec des villages du Burkina Faso, plusieurs étudiantes échangent avec d'autres jeunes vivant de l'autre côté du globe, touchés de plein fouet par le réchauffement climatique. « Cela nous a permis de comprendre concrètement comment cela impactait leur quotidien. Au départ, je me suis dit que si ça ne me plaisait pas, j'arrêterais. Et en fait, ça m'a plu », confie cette étudiante qui souhaite continuer de s'investir l'an prochain dans l'association qui a conçu une exposition et un film pour parler de leur engagement.

Atelier : Formation action pour co-construire le bien-vivre à l'échelle territoriale

Camille Morel et Vattani Saray de Croix-Sens ont animé cet atelier. Croix-Sens est une entreprise qui travaille sur l'innovation dans les territoires en co-construisant des démarches autour du bien-vivre avec les habitants. Ils travaillent pour cela avec un outil de Bruno Latour – le « questionnaire d'attachement » - qu'ils ont adapté pour le transformer en un outil « permettant de mener et de réaliser des projets collectifs », selon les mots de Camille Morel et Vattani Saray. L'idée : identifier les attachements aux valeurs de chacun, les forces et les freins pour la réalisation de projets collectifs.
Pendant la séance, les participants ont dû répondre à ces questions successives et présenter leurs réponses : « Qu'est-ce qui est essentiel pour vous et en quoi cela favorise le bien-vivre ensemble ? », « quel frein ou adversaire pourrait le mettre en péril ? », « Avez-vous des soutiens ou alliés ? » et « que proposez-vous pour favoriser le bien-vivre dans votre quartier ? ». Les échanges ont permis d'évoquer certains sujets récurrents : les freins personnels pour participer ou mener un projet collectif, le rôle positif ou négatif que peuvent jouer les institutions dans la dynamique d'un projet…

Atelier : Transformons nos imaginaires

Pour pouvoir construire un nouveau monde, encore faut-il pouvoir l'imaginer. C'est autour de ce constat que Cécile Villegas et Nathalie Bougant, du mouvement Fondacio, ont organisé leur atelier intitulé « Transformons nos imaginaires ». Un thème qui a parlé aux 12 participants, car, comme l'a rappelé l'une des personnes présentes : « L'homme est très fort pour imaginer sa fin, mais beaucoup moins pour imaginer un futur souhaitable ». Pourtant, « chacun est capable d'imaginer cette société », assure Cécile Villegas. Pour cela, l'atelier a proposé trois temps. Lors du premier, intitulé le photolangage, les participants étaient invités à choisir, parmi une série de photos, celle qui leur parlait le plus et à expliquer pourquoi. Pendant la deuxième séquence, les participants se sont interrogés, seuls puis en groupe, sur plusieurs questions, comme : m'est-il compliqué de me projeter dans un monde nouveau ? Enfin, lors du troisième temps, les participants ont imaginé ensemble à quoi pourrait ressembler la vie quotidienne à Grenoble, en 2050, dans un monde utopique où chaque décision publique serait prise au regard du Bonheur national brut (BNB). L'intelligence collective pour rêver ensemble le monde de demain, et pouvoir le concrétiser.

Temps conviviaux

Restons en contact

Vous avez une question, une remarque, une envie, écrivez-nous à contact@toutvabienlejournal.org

Vous souhaitez nous soumettre un sujet, une idée, chercher des solutions avec nous, écrivez-nous à comiteredac@toutvabienlejournal.org

Vous souhaitez organiser un atelier Decrypt'info, Crée ton journal ou un ciné-débat avec nous, écrivez-nous à actionssocioculturelles@toutvabienlejournal.org

Vous avez envie d'organiser un événement pour découvrir des solutions avec nous, nous distribuer ou devenir partenaire, écrivez-nous à partenariats@toutvabienlejournal.org

Et retrouvez-nous sur la toile

Tout Va Bien,
le journal qui réinvente demain

@toutvabiennews

Tout Va Bien,
le journal qui réinvente demain

Toutvabienjournal

Retrouvez plus d'informations sur les indicateurs alternatifs de richessse sur https://capbienvivre.org

Ce hors-série est financé par le comité de pilotage du Forum International pour le Bien Vivre

Abonnez-vous pour recevoir le prochain TVB

https://toutvabienlejournal.org

Tous droits réservés TVB 2022